



Déclaration de la CGT

au CSE extraordinaire du 5 septembre 2022, concernant le Plan PRIM (Plan Réseau Impression)

Ce sont bien les patrons de presse, qui sont, au niveau national, à l'origine du plan PRIM, Ce sont eux qui ont sollicité le soutien financier de l'Etat pour éradiquer de multiples sites d'impression avec une bonne partie de leur masse salariale. Quant à Ouest-France, il avait déjà ce projet dans les chantiers « d'inventons demain » qui n'attendait qu'un coup de pouce financier extérieur.

Cette stratégie n'impacte pas n'importe quelle masse salariale. La seule qui use de ses droits jusqu'à bloquer l'impression d'un journal. Un collectif qui se réunit, se concerta entre syndicat et salariés. Qui vote aussi démocratiquement et agit pour l'intérêt de tous.

Les jeudi 1^{er} et vendredi 2 septembre 2022, les salariés des secteurs industriels de Rennes et de Nantes ont été consultés, sur les tenants et les aboutissants de ce plan. Ils se sont prononcés par vote à bulletin secret à 76% pour que le syndicat Ouestmédias-com CGT signe l'accord PRIM.

Cependant, notre organisation syndicale ne peut oublier le départ non remplacé d'un grand nombre de salariés, certes volontaires mais qui aura pour conséquence, une énième saignée dans les ateliers. En effet, depuis 20 ans, de plan de départs en plan de départs, le secteur industriel a été amputé des deux tiers de ses ressources vives, de sa force de travail.

La modernisation n'explique pas tout. L'externalisation de certaines tâches y contribue aussi fortement. Demain, le traitement des abonnés postaux sera confié à une entreprise extérieure. Après le nettoyage des machines c'est aujourd'hui le tour d'une partie des expéditions de disparaître de nos champs d'activité.

Au sacro-saint nom de la massification des entreprises, les dirigeants du groupe SIPA-Ouest France, avec l'appui financier de l'Etat, donc des citoyens, ont décidé unilatéralement de fermer le site industriel du Courrier de l'ouest et de le transférer dans leur usine de la Chevrolière en se séparant au passage de la moitié des ouvriers du journal angevin. C'est une forme de sous-traitance déguisée.

Les âpres négociations entre les délégués syndicaux CGT et la direction ont certes permis d'améliorer les conditions sociales pour les partants et les restants. Elles ont permis également de sauvegarder l'emploi des ouvriers angevins et, la garantie de plus d'une dizaine d'embauches.

Cependant, tout cela reste un évènement sans précédent car c'est désormais le Groupe qui dirige. La fermeture d'un site d'impression est un mauvais signe pour tous les salariés. Et une nouvelle démonstration d'un journal papier sacrifié, celui qui nous fait vivre au quotidien.

Pour toutes ces raisons, le syndicat Ouestmédias-com CGT s'abstient.